

Ecoscopie 37

La note de conjoncture de l'Observatoire de l'Economie et des Territoires de Touraine

Numéro 192 - Spécial Bilan 2009 - En partenariat avec l'Urssaf Touraine

2009 : UN PRINTEMPS NOIR

En 2009, l'économie tourangelle n'a pas échappé à la crise amorcée à l'automne 2008 et qui a frappé l'ensemble de l'économie nationale et mondiale. Sensible en premier lieu dans les activités industrielles liées à la construction automobile, et sur les marchés du logement neuf et ancien, cette crise s'est rapidement propagée à de nombreux autres secteurs de production et de services. Le creux de la vague pour les entreprises a été atteint au milieu du printemps, mais le repli a été tel que la remontée vers des niveaux d'activité « normaux » se fait lentement. La sensibilité des consommateurs aux incitations fiscales et financières a permis de soutenir quelques marchés spécifiques. Les valeurs sûres du tourisme tourangeau ont pu sauver la saison dans un contexte difficile. Moins affectée à ce jour par des délocalisations d'entreprises et d'emplois, la Touraine peut espérer profiter sans délais de la reprise. Mais celle-ci s'annonce lente et irrégulière, avec des effets retardés sur l'emploi et l'investissement, le temps pour l'activité des entreprises et pour la consommation de retrouver des niveaux corrects.

En Indre et Loire comme au niveau national, la dégradation de l'activité des entreprises, particulièrement sensible dès la rentrée 2008, s'est accélérée dans les premiers mois de 2009.

La reprise s'annonce lente et irrégulière. Les indicateurs les plus réactifs à court terme, chômage partiel, recours à l'intérim, situent le plus fort de la crise au milieu du printemps. Mais le recul de l'activité s'est poursuivi jusqu'à la rentrée avec des amplitudes plus modérées. Les premiers signes de reprise sont apparus à l'automne avec une hausse des chiffres d'affaires dans les entreprises tourangelles, et des marchés à l'exportation plus toniques qu'en début d'année. Des niveaux d'activité encore modérés et une faible visibilité sur l'évolution à court terme de la demande, ont freiné les dépenses d'investissements. Face aux difficultés de trésorerie du moment, les défaillances d'entreprises ont été plus nombreuses. Ce sont les ouvertures en redressement judiciaire qui ont sensiblement augmenté, un mouvement qui porte le risque d'une hausse des liquidations en 2010. La baisse de la création d'entreprises n'est pas à mettre au compte de la crise, mais au succès de l'auto-entreprise, un phénomène qui n'a pas encore d'instrument de mesure diffusé au niveau local, ce qui fausse toute comparaison statistique avec l'année 2008.

La réactivité aux différentes incitations financières a été un des moteurs de la dépense des ménages en 2009. Ce comportement déjà perceptible ces

dernières années, s'est renforcé en période de crise, avec, sur le court terme, un effet d'amortisseur dans les secteurs concernés.

La prime à la casse et la perspective de sa suppression ont porté le marché automobile tourangeau 2009 à un niveau record. Les mesures fiscales en faveur de l'investissement locatif ont stimulé les ventes d'appartements dans un marché du logement resté globalement déprimé. Des crédits à l'habitat, plus toniques en fin d'année, laissent espérer une embellie en 2010. D'autres éléments signalent la prudence des ménages dans leurs engagements de dépenses. Ils ont moins emprunté à court terme pour assurer des achats de petits équipements. Le coup d'arrêt à la progression de l'épargne bancaire s'explique en partie par la recherche de placements plus rémunérateurs, et, en partie, par la nécessité de puiser dans les réserves.

Plus d'inscriptions à Pôle emploi, moins de sorties, moins d'offres, et la montée du chômage caractérisent le marché de l'emploi 2009 en Indre et Loire comme au niveau national.

La hausse des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois dans les fichiers de Pôle emploi s'est accélérée tout au long de l'année 2009 pour atteindre un pic à l'automne. Entre janvier et décembre 2009, le nombre de chômeurs toutes catégories confondues a augmenté de 19%, une hausse qui situe l'Indre et Loire entre la moyenne nationale et la moyenne régionale. Le taux de chômage départemental s'est

établi à 8,1% fin septembre, un point en dessous du taux national. L'économie tourangelle a perdu 3 500 emplois salariés sur l'année, soit 2,3% de son potentiel.

L'économie touristique tourangelle a maintenu le cap en 2009, avec un nombre de nuitées et une fréquentation des sites équivalents à 2008.

Le maintien de l'activité, dans le contexte conjoncturel constitue un bilan positif. Les effets de la crise se mesurent dans le détail des évolutions. La Touraine a accueilli moins d'étrangers et plus de Français. La saison a été meilleure dans les gîtes et les campings que dans les hôtels. Autre point positif, la fréquentation de l'aéroport a augmenté de 23%.

Au niveau national, le printemps a également marqué le point le plus bas de l'activité.

Le produit intérieur brut a diminué de 1,4% au premier trimestre, un quatrième repli consécutif qui confirmait l'entrée en récession de l'économie française. Sur la base de ces reculs successifs, le taux de croissance est redevenu positif dès le 2^e trimestre. Le 4^e trimestre a été plus dynamique que prévu avec une hausse de +0,6%. 2009 s'est terminée avec un PIB en baisse de 2,2% par rapport à 2008. Les prévisionnistes nationaux annoncent une année 2010 en légère croissance, encore affectée par les effets de la crise.

Claude CHERON

Achevé de rédiger le 18 mars 2010



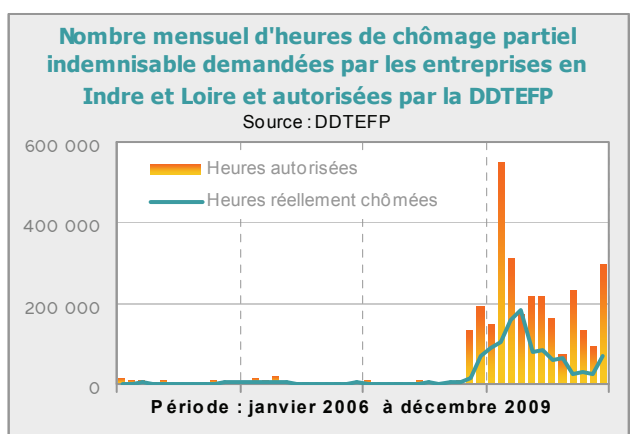
Ce numéro a été préparé en partenariat avec
l'Urssaf Touraine

Observatoire de l'Economie et des Territoires de Touraine
Un partenariat Conseil général d'Indre-et-Loire, Chambre de Commerce et d'Industrie et Tour(s)plus
Toute l'information sur l'économie de la Touraine : www.economie-touraine.com



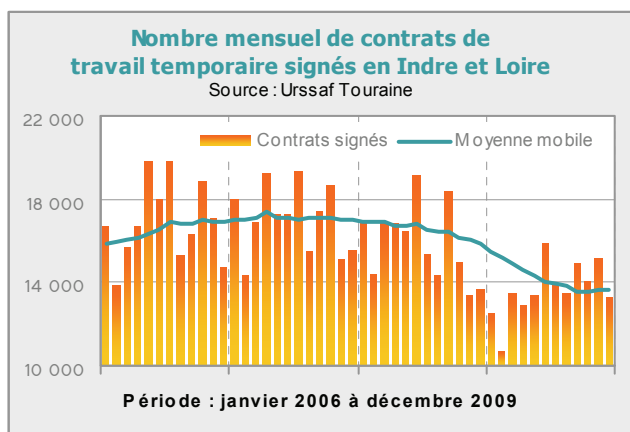
UN PRINTEMPS AU PLUS BAS, UNE REPRISE LENTE ET IRREGULIERE

En Indre et Loire comme au niveau national, la dégradation de l'activité des entreprises, particulièrement sensible dès la rentrée 2008, s'est accélérée dans les premiers mois de 2009. Le point le plus bas a été atteint au milieu du printemps. Le recul s'est poursuivi jusqu'à la rentrée avec des amplitudes plus modérées. Il faudra attendre l'automne 2009 pour ressentir les premiers signes d'une reprise qui s'annonce lente et irrégulière. Le manque de visibilité sur l'évolution des marchés et des niveaux d'activité encore modérés freine la relance des dépenses d'investissement.



Après la brusque remontée de l'automne 2008, les heures de chômage partiel réellement effectuées ont atteint un maximum en avril.

La mesure de la crise a été brutale avec l'explosion des demandes de chômage partiel passées de 9 500 heures en octobre 2008 à 133 000 en novembre et à 190 500 en décembre 2008. Le pic de la demande autorisée a été atteint en février 2009 avec 551 000 heures, un niveau jamais atteint. **Les heures réellement chômées ont été moins importantes que les anticipées mais le niveau maximum constaté en avril (181 000 heures) constitue un record.** La décline des demandes autorisées est très lente et irrégulière. Septembre a connu un nouveau rebond de 234 000 heures, témoignant des incertitudes des chefs d'entreprise quant à l'évolution de leur activité à court terme. Décembre, en données provisoires, a frôlé les 300 000 heures autorisées.



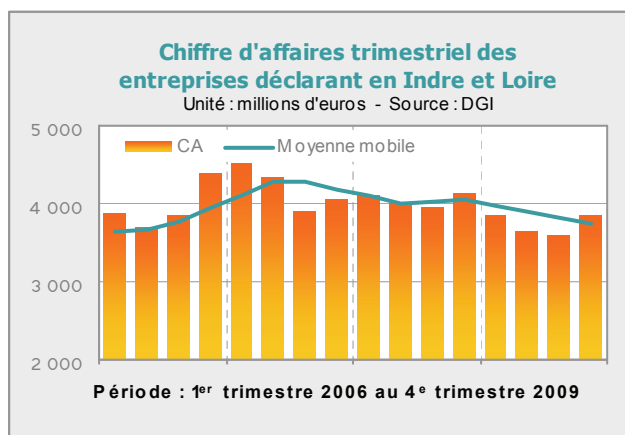
Après le pic d'avril, les heures réellement chômées ont diminué pour se situer à moins de 30 000 en septembre, octobre et novembre. Décembre marque un rebond avec près de 70 000 heures réalisées sur le mois en données provisoires.

Le nombre de contrats intérimaires a diminué de 14% sur l'année, résultat d'une baisse très marquée au 1^{er} semestre et d'un recours modéré et irrégulier au second semestre.

Apprécié sur un début 2008 encore actif, le nombre de contrats intérimaires signés dans **les agences tourangelles au premier semestre 2009 ont enregistré un recul de 21,6%**. La seconde partie de l'année, comparée à une période 2008 déjà moins dynamique, a été plus favorable. Mais la reprise du recours à l'intérim par les entreprises apparaît très irrégulière, alternant de brèves périodes positives (novembre) et des périodes de repli, un repli qui peu à peu perd de l'ampleur.

Malgré un léger rebond au 4^e trimestre, le chiffre d'affaires des entreprises ayant leur siège en Indre et Loire a reculé de 7,5% sur l'année.

La baisse des chiffres d'affaires des entreprises s'est amorcée dès le 1^{er} trimestre et s'est confirmée jusqu'en septembre. Le léger rebond du 4^e trimestre (+6,6%/3^e trimestre) est le signe encourageant d'une sortie de crise. Mais le niveau reste encore inférieur de 2,5 % à la « normale », une « normale » mesurée par la moyenne des 4^e trimestres des années 2005 à 2008. L'année 2009 affiche une baisse de 7,5 % comparée à 2008.



Activités des entreprises

Au plus creux de l'activité, 82 % des industriels tourangeaux ont enregistré une baisse de leurs carnets de commandes.

Le 4^e trimestre 2008 a marqué le retournement de l'activité industrielle en Touraine comme dans l'ensemble de l'économie nationale. 66% des industriels interrogés fin décembre 2008⁽¹⁾ signalaient une baisse de leurs carnets au cours des trois mois précédents. **Ce constat de repli s'est aggravé au cours de l'année 2009. Il a touché 79% des industriels au 1^{er} trimestre, 82% au 2^e et 74% au troisième.** La rareté des évolutions positives signalées a fait plonger les soldes d'opinions : -70 fin mars, -75 fin juin et -68 fin septembre. **Le 4^e trimestre 2009 a enregistré une dégradation moins forte, mais encore importante : 53%** des industriels ont témoigné d'une baisse des commandes en fin d'année. Mais ce dernier trimestre a marqué le retour des opinions positives dans 26% des entreprises du panel, ce qui laisse entrevoir une éclaircie dans quelques secteurs (pharmacie, chimie, équipements des transports, construction électronique).

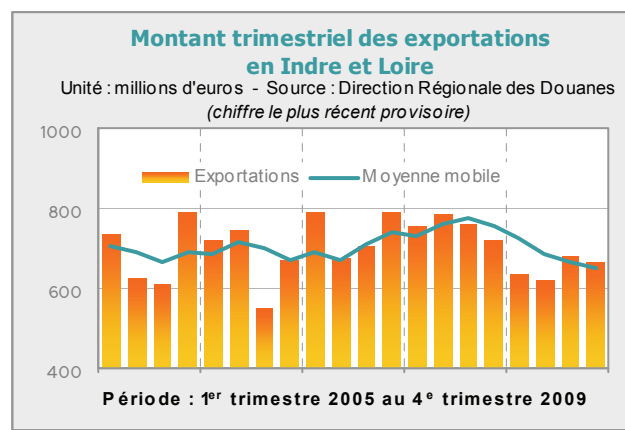
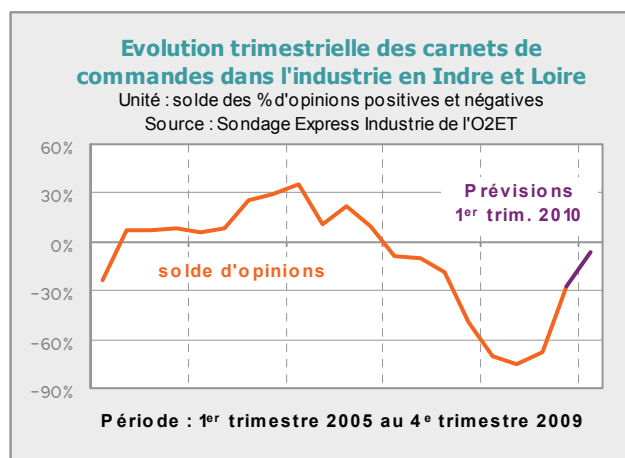
Selon l'enquête de la Banque de France⁽²⁾, les carnets industriels ont dessiné la même courbe au niveau régional, au plus bas au cours de l'été avec une lente remontée en fin d'année.

(1) Sondage Express Industrie OE2T

(2) Les entreprises en région Centre - Bilan 2009 et perspectives 2010

Les exportations tourangelles ont baissé de 14% sur l'année malgré un second semestre mieux orienté, mais qui est resté trop faible pour assurer le maintien au niveau de 2008.

L'Indre et Loire a exporté pour 2,6 milliards de produits en 2009, un flux en baisse de 14% sur 2008, année favorable qui avait permis à l'économie tourangelles de franchir la barre des 3 milliards. Le 1^{er} semestre a été particulièrement faible, et le sur-saut du second semestre n'a pas permis de retrouver les niveaux d'exportation des deux années précédentes. L'Indre et Loire n'a pas fait exception dans un mouvement général de repli des exportations qui a touché l'ensemble de la Région Centre (-16%) et l'ensemble de la France (-17,1%). Notre département reste à la 3^e place régionale avec 19,2% des exportations en valeur derrière le Loiret (36,2%) et l'Eure et Loir (23,6%). La hiérarchie des produits et des pays est restée la même. Les produits pharmaceutiques

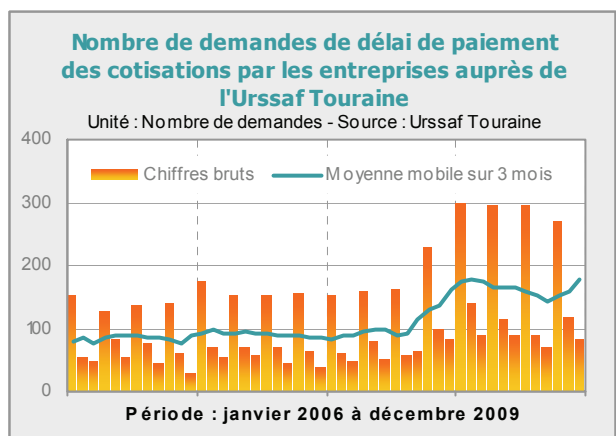


gardent la première place avec 47% du total suivis de loin par les machines et équipements et les produits en caoutchouc et plastiques. 46% des exportations tourangelles se font dans la zone euro, et 70% dans l'ensemble de l'Union Européenne.

Sur la même période, les entreprises tourangelles ont importé 2,9 milliards de produits industriels et de consommation, un montant en baisse de 4,8%. Ce repli a été moins élevé que dans l'ensemble de la région (-12%) et de la France (-17,7%). Le solde départemental des échanges s'est établi à -332 millions d'euros en 2009 contre -62 millions en 2008.

Les demandes de délai de paiement des cotisations ont atteint un niveau record.

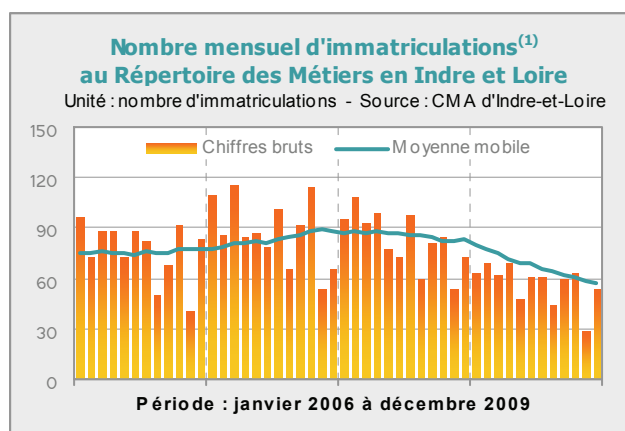
Les entreprises confrontées à une difficulté de trésorerie ont la possibilité de solliciter un délai pour le paiement de leurs cotisations sociales. **Sur l'année 2009, l'Urssaf a ainsi reçu 2 000 demandes, un niveau jamais atteint.** Un employeur du département sur 15 a contacté l'Urssaf au moins une fois pendant l'année pour ce motif. Ces demandes sont en augmentation de 57% par rapport à 2008. La hausse a été très forte dès octobre 2008 et le volume des demandes est resté à un très haut niveau pendant toute l'année. Ces demandes, étudiées dans leur totalité par l'Urssaf, ont conduit à une autorisation d'échelonnement des paiements dans 95% des cas qui s'inscrivaient dans les conditions légales.



Sous une forme « classique » 1 275 entreprises nouvelles se sont inscrites en 2009 auprès du Registre du Commerce et des Sociétés d'Indre et Loire et 682 auprès du Répertoire des Métiers. Des chiffres difficilement comparables aux années précédentes, en l'absence de données départementales sur le phénomène d'auto-entrepreneur.

Sans surprise, le flux 2009 des créations « classiques » auprès du Registre du Commerce et des Sociétés est en recul sur 2008, un recul relativement limité (-16%), compte tenu du succès de l'auto-entreprise, dont on ne peut pas actuellement mesurer l'ampleur au niveau local. La structure de ces créations « classiques » est restée proche de celle des années précédentes : trois entreprises sur quatre se sont créées sans emploi salarié au moment de l'inscription. Si les services gardent la première place (49% des créations), le commerce a pris un peu plus de poids (32% des créations) avec l'ouverture de nouveaux espaces commerciaux. Des filières telles que l'énergie ont été porteuses d'activités nouvelles en production et en services.

Le Répertoire des Métiers a maintenu un solde positif sur l'année (+39), avec 682 immatriculations (-31%/2008) et 643 radiations (-12%). Le bâtiment a assuré 42,5% des nouvelles acti-

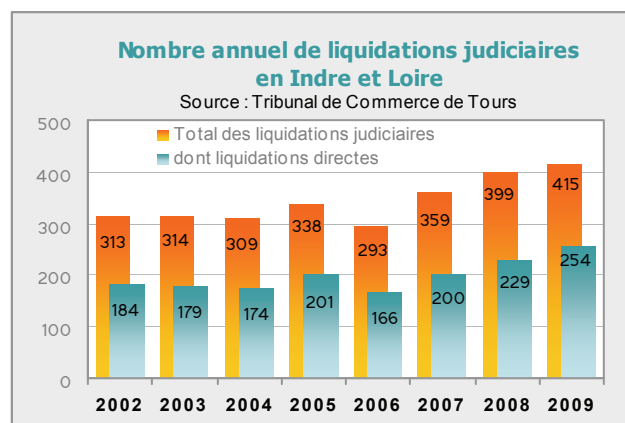


(1) Immatriculations « classiques » (hors auto-entrepreneurs).

vités artisanales, l'alimentation 15%, la production 15,5% et les services 27%. Une majorité de branches a enregistré des baisses d'immatriculations à l'exception du travail des métaux et du travail du bois et de l'ameublement. Selon la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, l'auto-entreprise a suscité 890 inscriptions dans l'ensemble du secteur, avec une répartition par métiers proche de l'inscription « classique ».

La crise a entraîné en 2009 une forte hausse des ouvertures en redressement judiciaire (ORJ), avec un risque accru de liquidations en 2010.

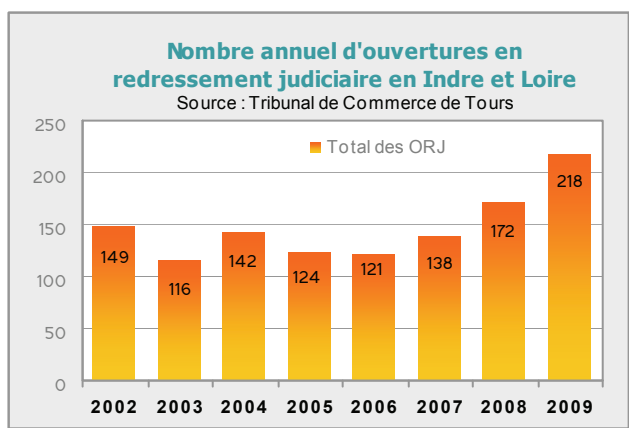
Un des effets majeurs des difficultés de 2009 a été la hausse significative des ouvertures en redressement judiciaire (ORJ) : 218 au total sur l'année, soit une hausse de 27%. L'emploi affecté par ces procédures, a été plus que doublé (1 593 salariés contre 722 en 2008). En effet, elles ont touché un plus grand nombre d'entreprises de taille moyenne, fiables mais affectées par des pertes de marchés. 32 PME employant au moins 10 salariés, représentant ensemble 1 200 emplois ont été placées en ORJ en 2009 ; elles étaient 14 PME de cette taille pour un total de 340 emplois en 2008.



Le nombre de liquidations judiciaires en 2009 a augmenté de 3,8%.

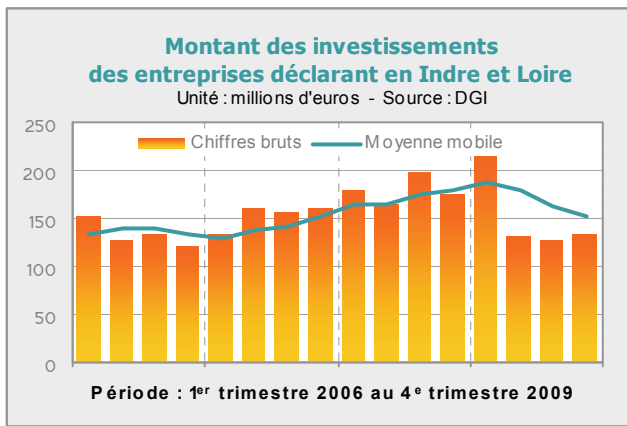
415 liquidations judiciaires d'établissements implantés en Indre et Loire ont été prononcées en 2009 par le Tribunal de Commerce de Tours ou, pour certains de ces établissements filiales de groupe, par des tribunaux extérieurs. Dans le contexte de crise, la hausse de 3,8% du nombre des jugements est restée modérée. L'impact sur l'emploi a été plus sévère, avec une progression de près de 10% (1 109 salariés contre 1 011 en 2008). 61,3% des liquidations ont été prononcées sans période de redressement (57,4% en 2008). Les secteurs les plus sensibles restent la construction (28,4% des liquidations), le commerce de détail (16%) et les cafés-restaurants (9,7%).

La procédure de déclaration simplifiée (PDS), qui a pour objectif de régler les difficultés avant un éventuel dépôt de bilan, a été engagée par 8 entreprises pour un total de 455 salariés.



Les activités de production (14% des ORJ et 32% des emplois concernés) ont été plus touchées que les années précédentes. Parmi les autres secteurs les plus sensibles, se retrouvent la construction (25% des jugements en ORJ et 32% des emplois), les cafés-restaurants (10% des jugements et 3,5% des emplois).

Activités des entreprises



L'investissement des entreprises tourangelles a baissé de 15,5% tous secteurs confondus.

Après un premier trimestre encore tonique, le montant des investissements des entreprises tourangelles (reconstitué à partir des TVA sur immobilisations) a enregistré un sévère recul au 2^e trimestre, et s'est maintenu à un niveau modéré jusqu'en fin d'année. **La baisse sur 2008 est de 15,5%.**

Ce recul se trouve confirmé par les autres indicateurs d'investissement.

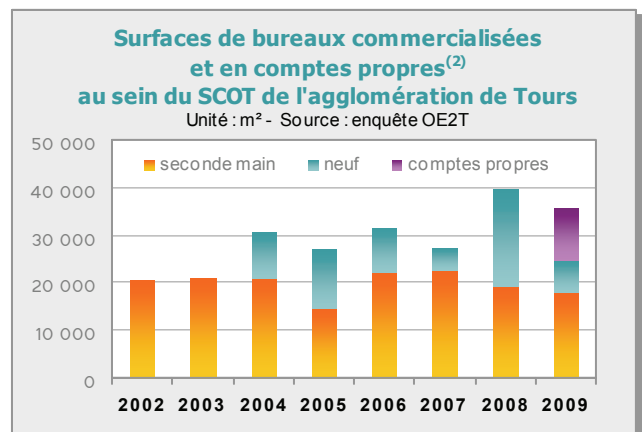
Le montant des crédits d'équipement des entreprises en cours dans les banques tourangelles a perdu du tonus tout au long de l'année. Le taux de croissance calculé sur 12 mois a progressivement diminué, passant de +17,1% entre janvier 2008 et janvier 2009, à +11,7% entre juin 2008 et juin 2009, et +2,5% entre décembre 2008 et décembre 2009. Cet affaiblissement progressif a été constaté au niveau national dans des proportions comparables.

Interrogés chaque trimestre dans le cadre du Sondage Express Industrie de l'OE2T, **les industriels sont restés très réservés dans leurs opinions sur les dépenses d'équipement engagées ou en projet.** La part des entreprises déclarant des investissements en cours en fin de trimestre est restée faible tout au long de l'année variant de 33% en mars à 38% en décembre. Cette petite hausse de fin d'année reste très modérée et les perspectives pour le 1^{er} trimestre 2010 sont de même niveau.

Un marché des bureaux qui fléchit mais ne rompt pas.

Avec un volume de transactions s'élevant à 24 802 m² en 2009, la demande commercialisée de bureaux diminue nettement (-37%) au regard du niveau record enregistré en 2008. La demande exprimée par les entreprises a été orientée à la baisse, et certains utilisateurs ont ajourné, voire stoppé, leur projet de transfert dans l'attente de retrouver une meilleure visibilité. Cependant, le niveau de commercialisation observé en 2009 est supérieur à ceux enregistrés avant 2004 et se révèle, finalement, plus élevé que ce que l'on aurait pu craindre. Si l'on ajoute à cela les 10 890 m² relatifs aux opérations en comptes propres⁽¹⁾ recensés pour l'année 2009, on aboutit à un marché tertiaire qui s'élève à environ 35 700 m².

(1) Il s'agit des surfaces de bureaux construites à l'initiative d'une entreprise ou d'une administration pour sa propre utilisation et qui ne passent pas par un réseau de commercialisation.



(2) Afin de disposer d'une vision plus exhaustive du marché du tertiaire de l'agglomération de Tours, l'observatoire intègre, depuis 2009, les principales opérations réalisées en comptes propres.

Parallèlement, la baisse de l'activité des entreprises, le faible niveau de transactions et la disponibilité de programmes neufs ont entraîné une augmentation significative du stock total de bureaux. **L'offre en bureaux neufs disponibles en fin d'année s'est, quant à elle, légèrement réduite par rapport à 2008 pour s'établir aux environs de 9 600 m².**

Dans les mois à venir, l'évolution du marché de l'immobilier d'entreprise sera conditionnée en grande partie par le rythme de la reprise. Dans ce contexte, 2010 s'annonce comme une année encore difficile.

FORTE PROGRESSION DU CHÔMAGE TOUT AU LONG DE L'ANNÉE

Après le retournement de tendance de l'été 2008 et la brusque détérioration constatée au cours des mois suivants, le marché du travail n'a pas connu de répit en 2009 en Indre et Loire comme sur le reste du pays. La progression du chômage s'est accélérée tout au long de l'année pour atteindre un pic à l'automne, et, quelle que soit la catégorie, la demande d'emploi a connu une hausse de plus de 19% entre janvier et décembre 2009. Les taux de chômage ont suivi la même tendance, enregistrant des augmentations de 1,5 point en Indre et Loire et de 1,7 point en région Centre et en France. Chaque mois, les flux de demandes d'emploi enregistrées ont été supérieurs à ceux des sorties et la progression des inscriptions à Pôle emploi (+12,1% par rapport au cumul des inscriptions en 2008) a été nettement plus rapide que celle des demandes annulées (+5,1% par rapport au cumul des annulations en 2008). Les offres d'emploi déposées à Pôle emploi ont, quant à elles, connu un net repli tout au long de l'année (-10% par rapport à 2008), avec une baisse encore plus importante des offres de contrats durables (-20%).

Taux de chômage au 3^e trimestre 2009

Indre et Loire : 8,1 %

Région Centre : 8,2 % - France : 9,1 %

Source DRTE - Nouvelle série harmonisée entre le BIT et la DRT

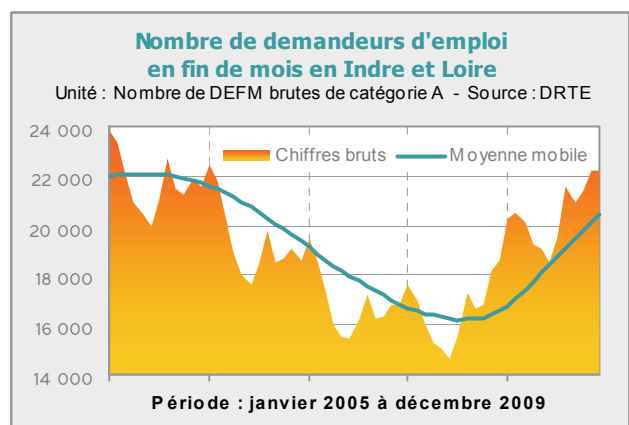
Nette progression du taux de chômage.

La hausse du taux de chômage constatée dès le 2^e trimestre 2008 s'est poursuivie en 2009. Après des progressions très marquées aux 1^{er} et 2^e trimestres 2009, le taux s'est stabilisé à un haut niveau au cours du 3^e trimestre, à 8,1% (dernier taux départemental connu au 19 mars 2010). Il reste très légèrement en dessous de celui constaté en région Centre (8,2%) et nettement inférieur au taux national (9,1%). Sur un an, cette croissance du taux de chômage a été également un peu moins forte en Indre et Loire (+1,5 point) qu'en région Centre et en France (+1,7 point).

Fortes hausses des demandeurs d'emploi pour toutes les catégories.

A la fin décembre 2009, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche (cat. A+B+C) s'élève à 35 013 en données brutes (+19,3%/déc.08). Cette évolution annuelle est intermédiaire entre celles constatées en France (+18,3%) et en région Centre (+21,2%). Parmi eux, 63% n'ont exercé aucune activité au cours du mois, soit 22 204 personnes en données brutes. Cette catégorie, dite A, a progressé de 19,5% sur l'année (+18,8% en France ; +21,2% en région Centre).

Les évolutions annuelles ont été très hétérogènes selon les publics. La progression reste plus élevée pour les hommes (+25,1%/déc.08) que pour les femmes (+14,2%/déc.08). Cette disparité se retrouve dans les mêmes proportions au niveau national. La situation est devenue très préoccupante pour les chômeurs de longue durée (+41,4%/déc.08 ; +28,6% en France) et défavorable pour les jeunes (+20,8%/déc.08 ; +20,2% en France), comme pour les seniors (+24,7%/déc.08 ; +22,1% en France).



Définitions

Demandeurs d'emploi (regroupements en vigueur depuis mars 2009) :

Catégories A, B, C : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi. Les demandeurs d'emploi de **catégorie A** sont sans emploi, les demandeurs d'emploi de **catégorie B** ont exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins au cours du mois) et les demandeurs d'emploi de **catégorie C** ont exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).

Offres d'emploi :

Catégorie A : Offres d'emploi durable (CDI ou CDD de plus de 6 mois). **Catégorie B** : Offres d'emploi temporaire (CDD de 1 à 6 mois ou mission d'intérim de plus d'un mois). **Catégorie C** : Offres d'emploi occasionnel (CDD ou mission d'intérim de moins d'un mois).

Emploi

Hausse deux fois plus rapide des entrées à Pôle emploi que des sorties.

56 630 inscriptions ont été enregistrées à Pôle emploi tout au long de l'année 2009, soit 12,1% de plus qu'en 2008.

La nouvelle nomenclature de classification de la demande d'emploi intervenue en mars 2009 (à partir des données de février 2009) ne permet pas de comparer les entrées à Pôle emploi selon les motifs d'inscription avec celles enregistrées en 2008. La ventilation des demandes d'emploi enregistrées de février à décembre 2009 laisse apparaître le poids toujours important des inscriptions à la suite d'une fin de contrat court (CDD ou intérim : 34% des entrées).

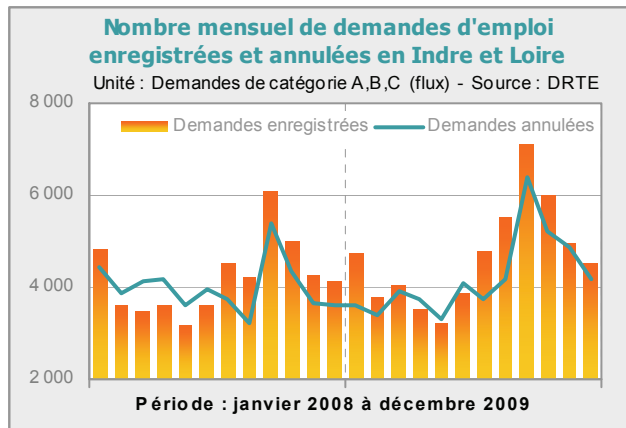
Les flux de sorties de Pôle emploi ont été très actifs tout au long de l'année, mais insuffisamment pour contrer l'afflux de nouveaux inscrits : 50 581 demandes ont été annulées en 2009, soit 5,1% de plus qu'en 2008. De février à décembre 2009, les reprises d'emploi n'ont concerné que 22% des sorties et les entrées en stage 7%. Pour les mêmes raisons de modification de la nomenclature en début d'année 2009, les comparatifs avec 2008 ne sont pas réalisables.

Le recul des offres d'emploi s'est accompagné d'un net repli du recours au travail intérimaire, qui constituait un mode de sortie des fichiers de Pôle emploi. Ces emplois, exprimés en Equivalent Temps Plein ont reculé de 27% en 2009 par rapport à 2008.

Moins d'offres d'emploi qu'en 2008.

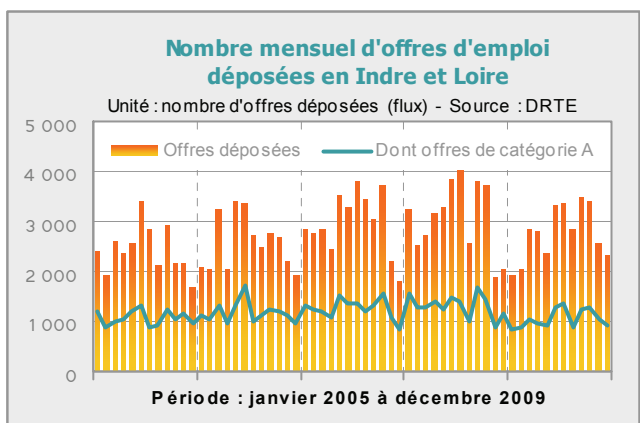
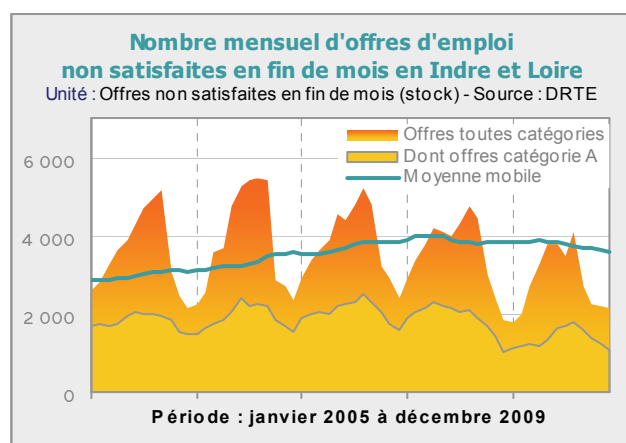
33 234 offres d'emploi ont été déposées à Pôle emploi au cours de l'année 2009. C'est beaucoup moins qu'en 2008 (-10%), malgré une fin d'année 2009 moins difficile.

Mais le repli le plus net a concerné les offres de contrats dits durables (catégorie A : CDD ou CDI de plus de 6 mois). 12 640 offres de catégorie A ont été déposées à Pôle emploi en Indre et Loire, soit un recul de plus de 19% par rapport à 2008.



Période : février à décembre 2009

Motif d'inscription des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	Part dans le total
Fin CDD	25,8%
Fin mission intérim	7,7%
Licenciement éco ou fin reclassement	3,9%
Première inscription	6,1%



La diminution des offres d'emploi déposées s'est traduite par une diminution des offres d'emploi insatisfaites jusqu'au mois de novembre 2009. La relative progression des dépôts d'offres des deux derniers mois de l'année -par rapport aux derniers mois de 2008- a coïncidé avec celle des offres restant sans preneur en fin de mois. **A la fin décembre 2009, 2 138 offres n'étaient pas pourvues (+17,7%/déc.08), dont 1 087 de catégorie A (+4,3%/déc.08).**

145 000 intentions d'embauche ont été déclarées en Touraine en 2009, soit 3% de moins qu'en 2008.

En 2009, les intentions d'embauche (hors intérim) ont diminué pour la première fois depuis 2003.

Les CDI sont en très fort recul (-16%) après être restés stables en 2008. Les CDD de plus de 30 jours, déjà en repli de 2% en 2008, ont continué de diminuer au premier semestre 2009. Le rebond du second semestre n'a pas permis de retrouver le niveau de 2008. La baisse annuelle s'établit à -4%.

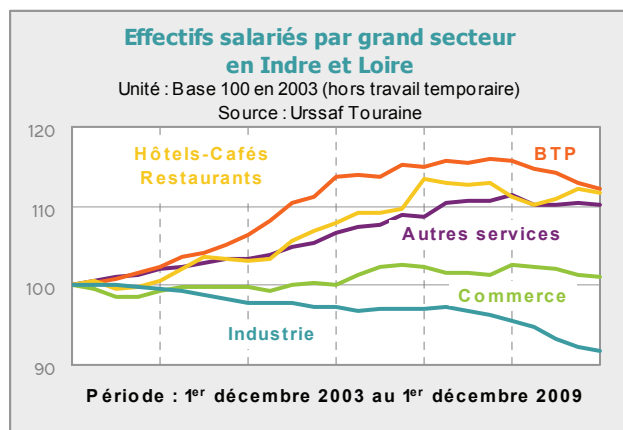
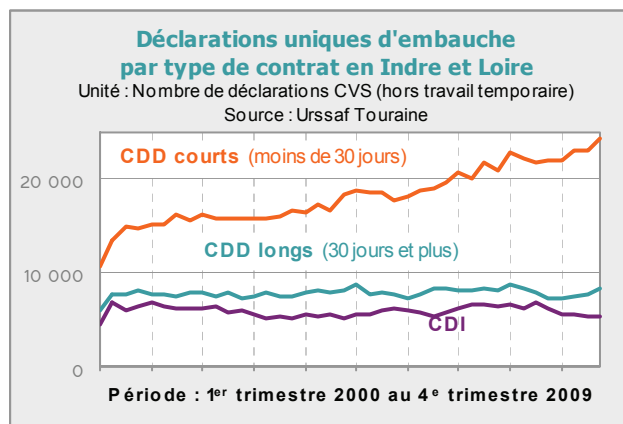
Les CDD de courte durée (inférieurs à 30 jours), en forte croissance au cours des dernières années (+43% en 2009/2003), ont connu une période de pause entre le 3^e trimestre 2008 et le 2^e trimestre 2009 avant de marquer une reprise. Les incertitudes qui pèsent sur l'activité ont orienté les employeurs vers cette forme plus souple mais plus précaire de recours à la main d'œuvre. Le retour à la hausse de la courbe des CDI devrait suivre en 2010.

Les effectifs salariés ont diminué en Indre et Loire de 2,3% en 2009, un taux proche du taux national.

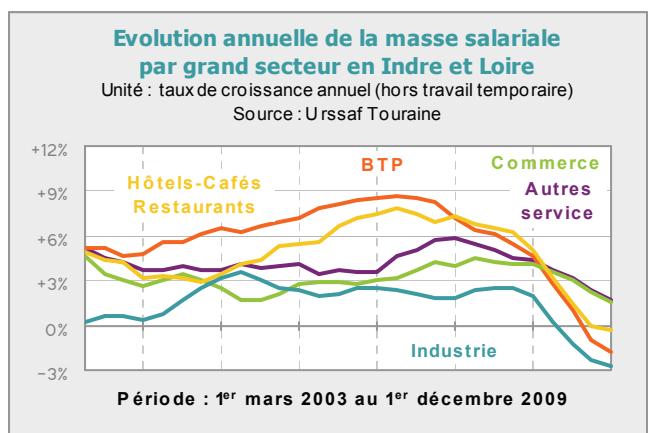
L'année 2009 a été celle de la décroissance des effectifs dans l'ensemble des secteurs d'activité. Globalement, l'emploi salarié dans le département a reculé de 2,3% sur l'année, soit sensiblement la même baisse qu'au plan national (-2,4%). Hors intérim, l'évolution des emplois reste négative : -1,9%.

La situation a été particulièrement difficile au premier trimestre au cours duquel 2 000 emplois ont été supprimés (1 300 hors intérim). La baisse s'est poursuivie tout au long de l'année avec, de trimestre en trimestre, une moindre amplitude (-850 au 2^e trimestre, -320 au 3^e et -300 au 4^e). L'intérim a commencé à recréer de l'emploi à partir du 3^e trimestre. **Au total, ce sont 3 500 emplois qui ont disparu en Indre-et-Loire en 2009** (2 900 hors intérim).

Si aucun des secteurs d'activité n'a été épargné par ces difficultés, l'industrie a été particulièrement affectée : 1 360 emplois de moins



en un an (soit 4% des effectifs). La construction a perdu 470 emplois, les services 770, et le commerce 360. Seule l'hôtellerie-restauration est parvenue, tout juste, à maintenir un niveau d'emploi équivalent à celui de fin 2008.



La masse salariale 2009 est restée stable, une stabilité qui masque des disparités importantes.

Hors intérim, la masse salariale versée en 2009 par les entreprises du secteur privé en Indre et Loire est restée stable par rapport à 2008. Cette stabilité masque toutefois des disparités importantes selon les secteurs d'activité. En effet, **le secteur industriel notamment, mais aussi celui de la construction, ont vu leur masse salariale se contracter brusquement cette année** (-2,8% pour l'industrie, -1,8% pour le bâtiment). Si l'on y ajoute la diminution de 24,3% des salaires versés aux intérimaires (non présentés sur le graphique), le bilan global tous secteurs d'activités confondus est de -1%. Cette contraction de la masse salariale distribuée par les entreprises est intervenue principalement sur le 1^{er} semestre 2009.

Ce phénomène a également été observé sur le plan national. Il est la conséquence de deux facteurs : un effet volume (la baisse importante des effectifs salariés), et un effet prix (l'explosion des mesures de chômage partiel et la baisse du recours aux heures supplémentaires).

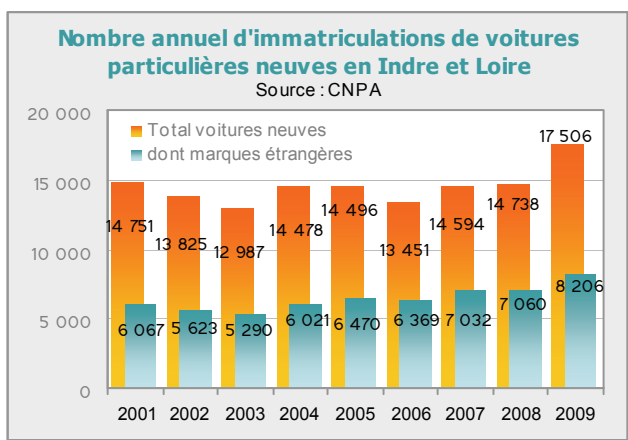
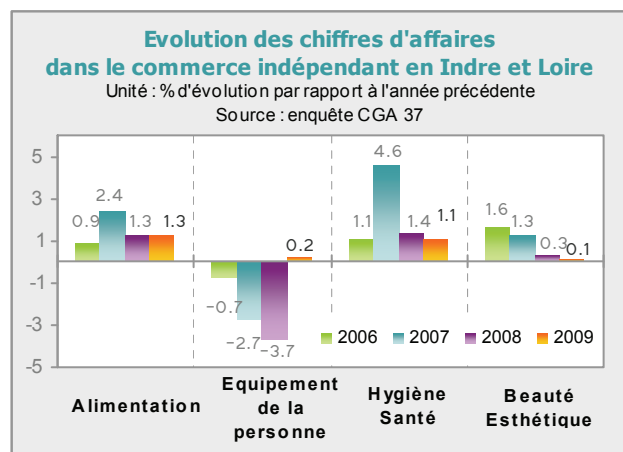
Dépenses des ménages

DE LA MODÉRATION SANS RENONCEMENT, DE LA REACTIVITÉ AUX STIMULANTS

La réactivité aux différentes incitations a été un des moteurs de la dépense des ménages en 2009. Ce comportement, déjà perceptible ces dernières années, s'est renforcé en période de crise avec, sur le court terme, un effet d'amortisseur dans les secteurs concernés.

Les dépenses courantes ont été maintenues dans le commerce indépendant et spécialisé, une stabilité relative qui n'exclut pas d'importantes disparités sectorielles.

Le secteur alimentaire spécialisé et de proximité a relativement bien résisté, avec une hausse globale des ventes en valeur de 1,3% sur une année 2008 déjà correcte. Le 1^{er} semestre a été meilleur que le second. Les spécialistes indépendants en **équipement de la personne** ont enregistré une activité très irrégulière d'un mois à l'autre, avec des creux en intersaison et une fin d'année assez active. Le secteur a tout juste maintenu les ventes de 2008, une année de référence morose qui ne permet pas de situer l'activité à un niveau satisfaisant. Le même scénario d'un maintien des ventes 2008, résultat d'une activité très irrégulière, est observé dans la **beauté et l'esthétique**. Le printemps, la rentrée et les fêtes de fin d'année ont été les périodes les plus favorables. L'année a été marquée par une faible progression chez les spécialistes de la **santé** faisant suite à une année 2008 correcte.



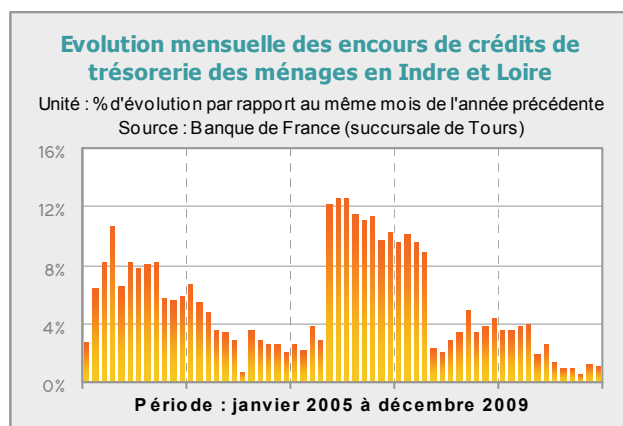
L'exceptionnelle dynamique du marché tourangeau a permis à 2009 d'établir le record décennal des immatriculations de voitures neuves.

Dans un même contexte de prime à la casse et de promotion, le marché automobile neuf tourangeau a enregistré une progression presque deux fois supérieure à la progression nationale. Avec **17 506 immatriculations, la hausse est de 18,8%** sur une année 2008 dans la moyenne des précédentes. La hausse dans l'ensemble de la France a été de 10,7%.

Le mois de décembre a été particulièrement dynamique, soutenu par les promotions des constructeurs et par la perspective d'une disparition progressive de la prime à la casse. Ces achats anticipés laissent craindre une retombée brutale en 2010, pas encore sensible sur le mois de janvier.

La baisse de tonus des crédits de court terme des ménages pour les achats de petits équipements confirme le comportement de prudence des emprunteurs et des prêteurs.

La progression des crédits de trésorerie des particuliers en cours dans les banques tourangelles a perdu de l'ampleur au fil des mois. Fin avril 2009, le taux de croissance des encours sur douze mois était de +3,9%. Il s'est établi au plus bas fin octobre (+0,5%). Une très légère remontée s'est amorcée en fin d'année (+1,1% fin décembre). Au niveau national, les évolutions sur douze mois ont suivi la même courbe : +2% fin mai, 0% fin septembre et +3,5% fin décembre. Une baisse de la demande des ménages, par prudence ou nécessité, et une offre des banques plus mesurée expliquent cette modération dans la progression des encours.



Le marché du logement s'est fortement dégradé en 2009. L'amorce d'une reprise des crédits à l'habitat en fin d'année laisse entrevoir une éclaircie pour 2010.

Le montant des transactions sur le logement ancien a baissé de 23,5% sur l'année 2009. Ce repli se mesure sur une année 2008 déjà en recul de 9,6% par rapport au marché record de 2007. Avec un peu plus d'un milliard d'euros de transactions, le marché de l'ancien 2009 est redescendu au niveau du marché 2003-2004. Comme au niveau national, ce repli brutal s'explique plus fortement par une baisse du volume des transactions, en nombre et en surface moyenne, que par une baisse des prix. Sur la période septembre 2008-septembre 2009, la baisse de volume a été de l'ordre de 33% en Indre et Loire et celle des prix est estimée à 6,6%⁽¹⁾. Le décalage entre les décisions d'achat et l'observation statistique de la transaction est de l'ordre de 5 mois. Les dernières données disponibles en janvier 2010, faisant état d'un niveau d'affaires encore faible, reflète donc le marché de la rentrée 2009.

(1) Tableau de bord du logement OE2T - Services fiscaux et Perval.

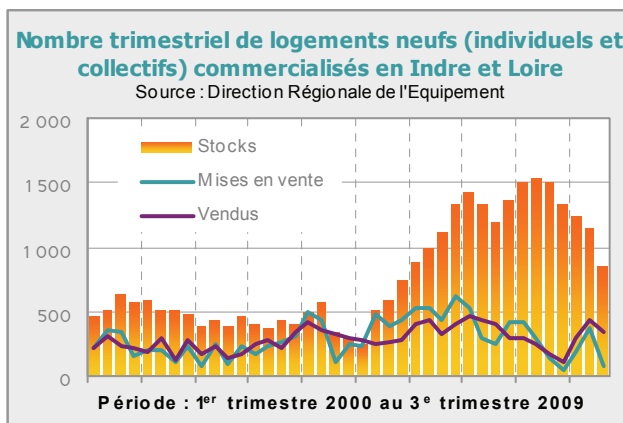
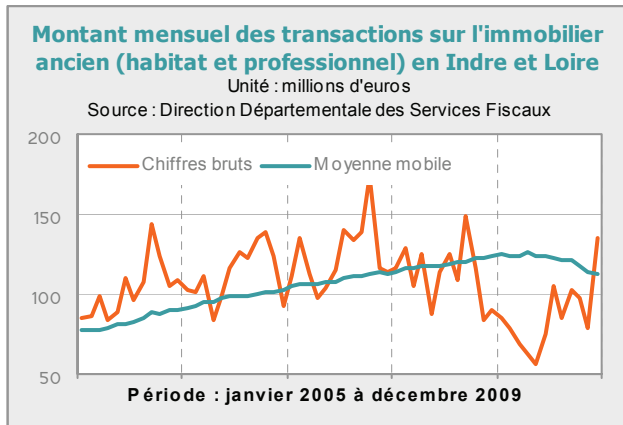
Les stocks de logements neufs restent élevés mais ils se sont réduits au 3^e trimestre en raison d'une baisse des mises en vente et d'une hausse des transactions.

Ce sont les appartements, soutenus par les avantages fiscaux de la loi Scellier qui incitent à l'investissement immobilier locatif, qui ont vu leurs ventes rebondir à partir du 2^e trimestre 2009. La forte baisse des mises en ventes a permis de réduire les stocks de 43% sur un an (septembre 2008-2009), des stocks qui restent encore élevés (860 appartements).

Les maisons neuves ont également bénéficié de mesures d'incitation (pass foncier, prêts à taux zéro), ce qui a permis aux ventes de retrouver un peu de tonus au 3^e trimestre. Les mises en marché ont été faibles et les stocks se sont réduits, mais ils restaient encore très élevés fin septembre (227 maisons).

Après un creux en septembre, les crédits à l'habitat ont amorcé une remontée en fin d'année.

Les montants de crédits à l'habitat des particuliers dans les banques tourangelles ont marqué un creux en septembre avec un taux de croissance sur douze mois descendu à +2,41%. Le repli régulier a été amorcé dès juin 2006, période marquée par une progression annuelle qui dépassait les 16%. Depuis octobre, le

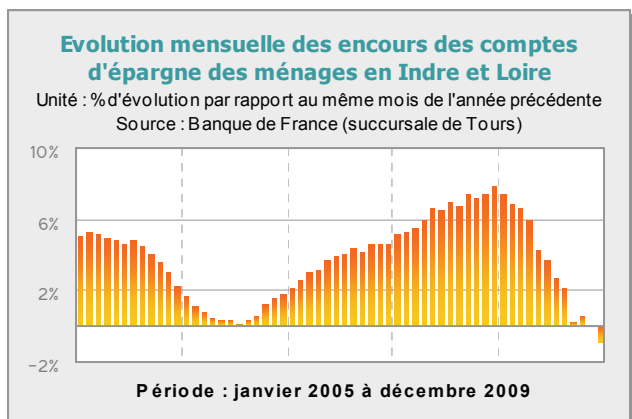


taux de croissance sur douze mois a repris une progression lente et régulière. Les encours ont ainsi augmenté de 4,26% entre décembre 2008 et décembre 2009, laissant espérer une reprise des marchés du logement. L'évolution au niveau national a suivi la même tendance, le taux annuel s'est établi à +4% fin décembre.

Les premières données disponibles sur les permis accordés semblent confirmer un rebond de la construction neuve dans les prochains mois. Selon le dispositif statistique Sitadel2 du ministère, les autorisations de construction de logements en Indre et Loire auraient augmenté de 16% en individuel et de 38% en collectif sur l'année 2009 comparée à 2008. Aucune donnée n'a été publiée sur les mises en chantier au cours de l'année 2009 qui permettrait de valider cette reprise.

La baisse des taux de rémunération des livrets et l'attractivité de produits mieux rémunérés expliquent en partie le reflux de l'épargne bancaire des particuliers.

Après des taux de progression annuels proches de 8% à la fin de 2008, les montants d'épargne bancaire des particuliers dans les banques tourangelles ont augmenté de moins en moins vite tout au long de l'année 2009, jusqu'à devenir négatifs en décembre. A la recherche de produits mieux rémunérés, il faut ajouter la nécessité pour certains épargnants de puiser dans leurs réserves dans un contexte conjoncturel difficile.



SUR FOND DE CRISE, LA TOURAINE A SAUVÉ SA SAISON TOURISTIQUE

L'année 2009 affiche des résultats proches de ceux de 2008. Cette stabilité, observée également au niveau national, constitue un bilan satisfaisant dans le contexte conjoncturel difficile du moment. La saison a été vécue différemment selon les secteurs. Les nuitées ont diminué dans les hôtels, se sont maintenues dans les gîtes et ont augmenté dans les campings. Les sites de visite ont maintenu le niveau de 2008. L'aéroport, qui a franchi en 2009 la barre des 100 000 passagers, a enregistré une hausse de sa fréquentation de 23% sur l'année. Une clientèle française plus nombreuse a pratiquement compensé en nombre le repli de la fréquentation des étrangers.

Les hébergements marchands, hôtels, gîtes et campings, ont préservé leur niveau d'activité, avec des disparités selon les modes d'hébergement et l'origine de leur clientèle.

Dans l'ensemble, le nombre de nuitées est resté pratiquement stable (-0,7%). Cette stabilité globale masque des disparités :

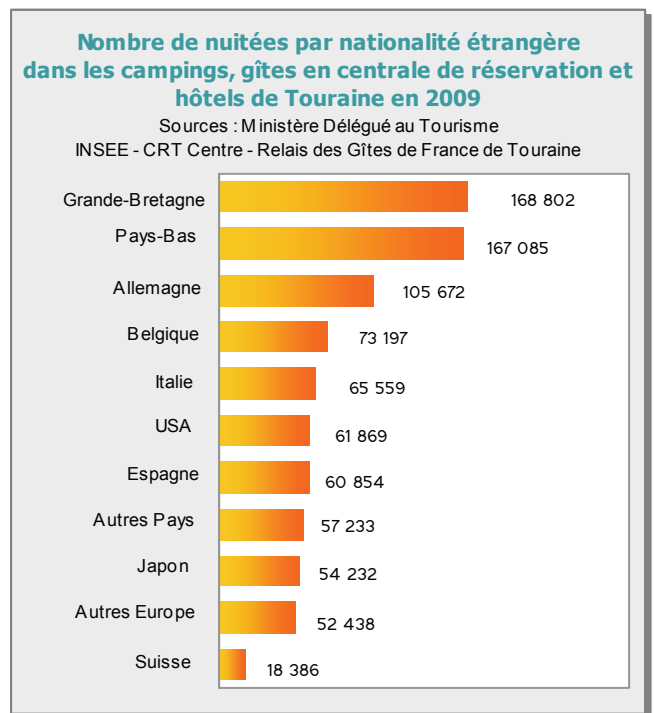
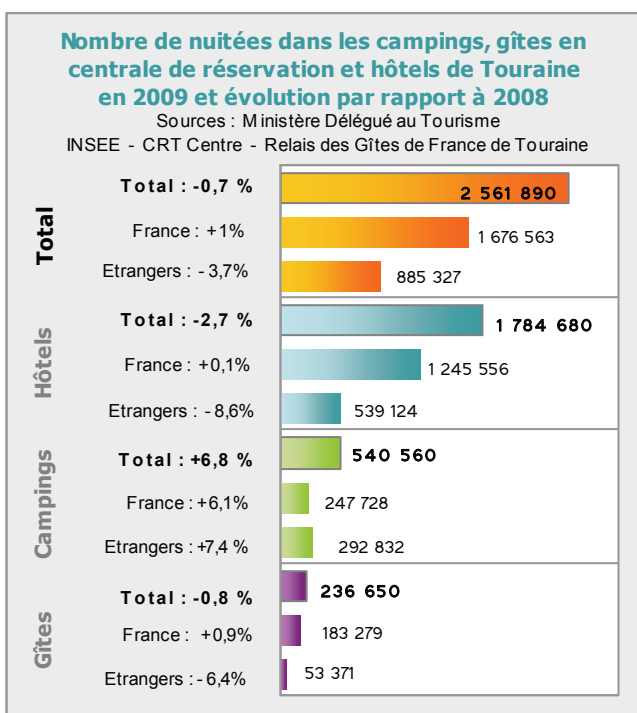
- Selon les hébergements : les hôtels ont enregistré une baisse de 2,7% sur l'année. Les gîtes ont préservé leur fréquentation (-0,8%). Ce sont les campings qui rétablissent l'équilibre avec une hausse de 6,8%.
- Selon l'origine des clientèles : **la clientèle française a progressé de 1%**. Leurs nuitées sont restées stables dans les hôtels et les gîtes, et ont progressé dans les campings. **La clientèle étrangère a diminué de 3,7%**. Or, selon l'enquête réalisée en 2009 auprès des clientèles touristiques⁽¹⁾, un touriste étranger dépense 25 euros de plus par jour qu'un touriste Français. Les hôtels et les gîtes sont plus particulièrement affectés par la baisse des étrangers. Selon les enquêtes menées par l'INSEE, les campings tourangeaux ont bénéficié d'une hausse des nuitées étrangères de 7,4%. Cependant, ce constat chiffré vient contredire les opinions recueillies par l'OE2T lors des enquêtes réalisées chaque mois auprès des gestionnaires de campings.

Parmi les nuitées étrangères de ces trois hébergements « marchands », les Britanniques gardent la première place, suivis de près par les Néerlandais. Les Allemands, en 3^e position, dépassent les 100 000 nuitées. L'évolution 2008-2009 des nuitées par nationalité étrangère n'a été appréciée qu'en tendance, en l'absence de chiffres suffisamment détaillés pour les campings en 2008. Les évolutions ci-dessous sont fondées sur la fréquentation des hôtels et des gîtes :

- ✓ Britanniques, Italiens et Américains : en baisse ;
- ✓ Allemands : stables ;
- ✓ Néerlandais et Belges : en hausse.

Pour chacun de ces hébergements, **les durées moyennes de séjour varient très peu**. On note néanmoins une très légère tendance générale à la baisse. En 2009, elles s'établissent à 1,5 jour en hôtels (Français : 1,47 ; Etrangers : 1,64), 3,15 jours en hôtellerie de plein air (Français : 3,1 ; Etrangers : 3,2) et 7,3 jours dans les gîtes en centrale de réservation « Gîtes de France » (Français : 6,9 ; Etrangers : 9,2).

(1) Source : Enquête clientèle 2009 - Schéma départemental de développement touristique durable du Conseil général d'Indre-et-Loire.



Appréciée sur les excellents niveaux des années précédentes, l'année 2009 a été satisfaisante pour les sites de visite.

Tous types de sites confondus, le cumul des entrées du panel interrogé chaque mois par l'OE2T témoigne d'une **stabilité de la fréquentation (+0,3%) par rapport à 2008**.

L'année s'équilibre à +0,2% en moyenne pour les monuments qui représentent 86% des entrées totales. Les musées affichent une hausse de 4%. Ce sont notamment les musées à forte fréquentation (Beaux Arts, Compagnonnage, Muséum d'Histoire Naturelle, musée Balzac...) qui ont compensé les baisses constatées dans une majorité d'autres musées. Les autres sites ne retrouvent pas le niveau de l'an dernier : -3,3%/2008.

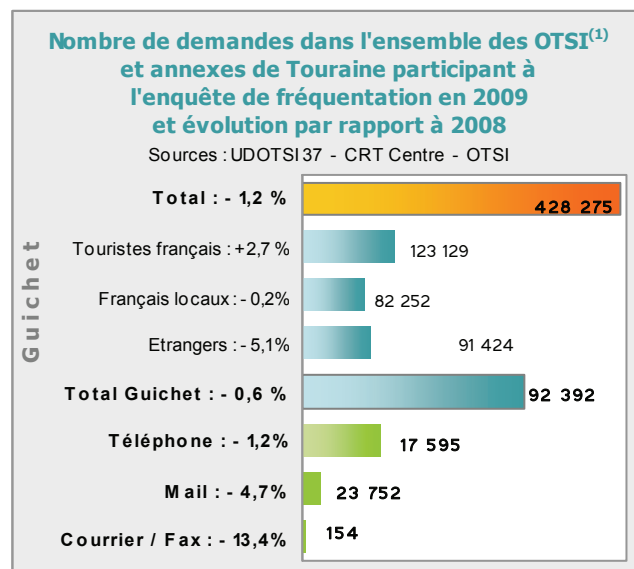
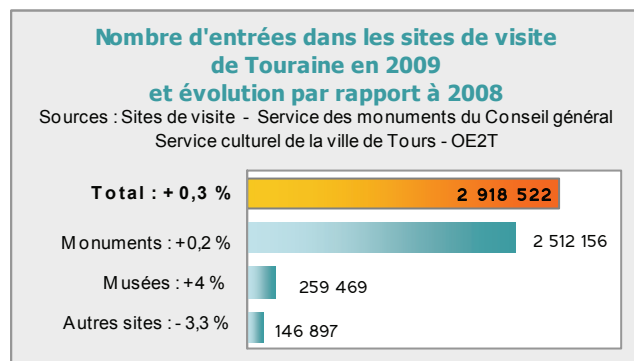
Les demandes faites auprès des Offices de Tourisme de Touraine ont légèrement baissé.

Tous types d'accès confondus, les demandes dans les OTSI⁽¹⁾ et annexes de Touraine ont diminué de 1,2% entre 2008 et 2009.

La fréquentation des guichets a été un peu moins forte en 2009 qu'en 2008 : -0,6%. Comme pour d'autres secteurs, la fréquentation française (locaux compris) a progressé comparée à 2008 (+1,5%), alors que celle des étrangers a baissé (-5,1%). Parmi les nationalités étrangères qui dépassent les 5 000 demandes annuelles aux guichets en 2009, on note :

- les Britanniques : près de 31 400 demandes ; -8,5%/2008 ;
- les Espagnols : 10 500 demandes, même niveau qu'en 2008 ;
- les Américains : 8 900 demandes ; -9,2%/2008 ;
- les Allemands : 6 600 demandes ; -0,7%/2008 ;
- les Néerlandais : 5 850 demandes ; -2,2%/2008 ;
- les Japonais : 5 300 demandes ; -8,1%/2008 ;
- les Italiens : 5 150 demandes ; -6,1%/2008.

Les demandes préalables aux séjours ont été moins élevées (-2,7%/2008), quel que soit le mode d'accès à l'information (mail, téléphone...).

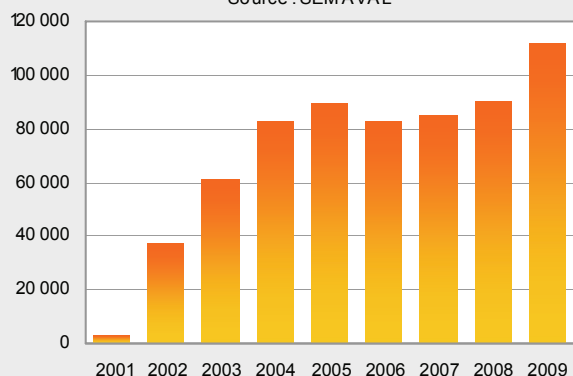


(1) OTSI : Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiatives.

L'aéroport international Tours Val de Loire dépasse la barre des 100 000 passagers en 2009

Trafic passagers annuel à l'aéroport Tours - Val de Loire (arrivées et départs)

Source : SEMAVAL



Plus de 110 000 passagers sont passés par l'aérogare de l'aéroport de Tours en 2009, un flux supérieur de 23% à celui de 2008.

Ainsi, la création de nouvelles liaisons avec Marseille et Porto porte ses fruits. S'y ajoutent les progressions du nombre de voyageurs sur les lignes :

- ✓ avec Dublin (passagers : +8% ; capacités : -6,7%) ;
- ✓ avec Figari en Corse (passagers : +4,1% ; capacités : +5,6%).

Ces hausses compensent amplement la réduction du trafic :

- ✓ sur la ligne avec Londres (passagers : -21,6% ; capacités : -28,3%) ;
- ✓ par charters, compte tenu d'une offre de vol qui a diminué de 30%.